



ECHOS *de la* MONUSCO

Volume VIII - N°58 • Juin 2016



30 juin 2016

Indépendance cha cha

56 ans

Sommaire

Editorial

La vision de Lumumba toujours d'actualité

✉ Par Charles A. Bambara*

Point de vue

- 3 Les aînés d'abord !

Vie de la Mission

- 4 Rencontre du chef de la MONUSCO avec le personnel
4 Remise de décorations : David Gressly salue l'excellent travail de la Police MONUSCO

Actualité

- 5 De Kinshasa à Bruxelles, opposition et majorité à la recherche d'un consensus historique

Dossier

- 6 56ème anniversaire de l'indépendance de la RDC : Le Président Joseph Kabila exhorte les Congolais à oeuvrer pour la paix et le renforcement de la sécurité
7 Une page d'histoire
8 De la responsabilité pour l'avenir du pays
10 La commémoration des 56 ans à travers le pays
11 "Le Congo indépendant a produit quelques éléments positifs qu'on ne peut nier"

Protection

- 13 La MONUSCO aux côtés des FARDC, traque les Forces Démocratiques Alliées en ville et territoire de Beni, à travers l'Opération "USALAMA"
14 La RDC primée pour ses actions pour la réduction des violences sexuelles

Directeur de l'Information Publique

Charles Antoine Bambara

Chef Unité des Publications

Aissatou Laba Toure

Rédacteur-en-Chef

Abdourahmane Diallo

Infographiste

Jésus Nzambi Sublime

Contributeurs

Julien Attakla-Ayinon, Aissatou Laba Toure, Marcelline Comlan, Jean-Tobie Okala, Lt Col. Codjo Martin Amouzoun, Yulu Kabamba, Mbaye Sady Diop, Tom Tshibangu, Theophane Kinda, Marie Jocelyne Palenquet, Sandra Penan

Nouveau

EDLM inaugure deux nouvelles rubriques qui figureront désormais dans tous les Numéros. « **L'action humanitaire** » et « **Visages du Congo qui avance** », viennent ainsi compléter les thématiques déjà présentes et qui sont basées sur le mandat de la MONUSCO : Protection des populations, Appui aux institutions, Droit de l'Homme, Sécurité, Genre, Violences sexuelles, Justice et Correction, DDR, Elections, Protection de l'Enfant. Par ailleurs, votre avis nous intéresse. Faites-le nous parvenir à l'adresse mail suivant : tourea@un.org.

Merci de lire et de faire lire « Echos de la MONUSCO »

“**N**ous allons montrer au monde, ce que peut faire l'homme noir quand il travaille dans la liberté, et nous allons faire du Congo le centre de rayonnement de l'Afrique toute entière”. Ces paroles de Patrice Emery Lumumba prononcées à l'aube de l'indépendance du Congo Léopoldville restent toujours encore aujourd'hui un défi pour les responsables politiques congolais.



Le 30 juin, Kindu a abrité la célébration de la fête de l'indépendance de la RDC. Ce 56ème anniversaire de l'accession de la RDC à la souveraineté nationale et internationale a été commémoré à travers tout le pays même si la capitale de la province du Maniema était au centre des célébrations.

En partenaire, la MONUSCO a accompagné la population congolaise et son gouvernement dans cette célébration. Il faut dire que la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RDC était représentée à Kindu par les principales autorités de cette Mission pour témoigner de ce partenariat réaffirmé et relancé par le chef de l'État lui-même, en ordonnant la reprise des opérations militaires conjointes voulues par la résolution 2277 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Les FARDC ont relancé les actions militaires avec la Force onusienne contre les ADF, un engagement baptisé Opération USALAMA. De plus, la reprise des opérations contre les FDLR est une réalité avec l'opération Nyamulagira.

Il est vrai qu'en ce 56ème anniversaire, le défi reste encore sécuritaire. Mais plus que jamais la détermination affichée par l'autorité morale dans ce pays avec le soutien de la MONUSCO montre une ferme volonté de régler le problème. La réaffirmation de l'autorité de l'État est aujourd'hui capitale à travers toute la RDC, afin de donner une chance à la paix et à l'effort de développement.

Au-delà du défi sécuritaire, il y a encore aujourd'hui, 56 ans après l'indépendance, le défi de la gouvernance et du développement économique du pays. Là aussi, les avancées sont réelles, mais le chemin reste long. Le débat politique pour baliser la voie vers les prochaines consultations électorales reste intense, difficile. Encore une fois, la MONUSCO, la communauté internationale restent déterminées à soutenir cette quête du raffermissement de la démocratie dans le pays. Les Nations Unies estiment que cela doit passer par un Dialogue National inclusif sous la houlette du facilitateur de l'Union Africaine. Par ses bons offices, le Représentant spécial de Ban Ki-Moon en RDC Mr. Sidikou soutient activement cet effort de rassemblement de la classe politique.

Ce 56ème anniversaire interpelle tout le monde, la classe politique, la population congolaise, mais aussi la communauté internationale. Ne doit-on pas faire plus pour que le rêve de Patrice Lumumba soit une réalité lorsqu'il déclarait : “*Nous allons montrer au monde, ce que peut faire l'homme noir quand il travaille dans la liberté et nous allons faire du Congo le centre de rayonnement de l'Afrique*”.

C'est vrai que le Congo peut définitivement être le centre de rayonnement de l'Afrique, mais seulement lorsque la paix sera réalité, une paix définitive, gage pour le développement de ce pays-continent. ■

*Directeur de la Division de l'Information Publique

Les aînés d'abord !

Il y a une Journée Internationale qui passe souvent inaperçue. Le 15 juin est en effet décrété par Les Nations Unies comme étant La Journée de sensibilisation sur la maltraitance des personnes âgées. Hé oui, certains ignoraient jusqu'à son existence.

Par Aissatou Laba Toure/MONUSCO

Madame Luvie Kipele Aky Azuza, Ministre congolaise de la Femme, de l'Enfant et de la Famille, dans son adresse à l'occasion de cette Journée a invoqué la Déclaration universelle des droits de l'Homme pour mettre la société devant ses responsabilités. Elle s'est insurgée contre ceux qui dépouillent cette catégorie

vulnérable de la population, la laissant dans la plus grande misère.

Oui, Madame la Ministre; certes, vous avez raison, mais les gouvernants ont une part de responsabilité dans le dénuement des aînés. Souvent, c'est la question genre qui préoccupe plus les gouvernants; il faut être un bon élève pour que la Communauté internationale s'intéresse au pays, afin que les fonds suivent. Cette préoccupation est suivie de près par celle concernant les enfants. Oui, là aussi, les bailleurs peuvent se montrer généreux pour les sociétés qui dorlotent et chouchoutent leurs enfants. Mais les anciens, les aînés, pour parler politiquement correct, ou tout simplement les vieux ou les personnes âgées, on ne s'émeut pas de leur sort. Et pourtant, on devrait. Pour plusieurs raisons: ils nous ont élevés, ils se sont préoccupés de notre instruction, ils nous ont nourri, soignés lorsque nous tombions malade, des mères se sont affamées pour que leurs enfants mangent, des pères se sont appauvris pour soutenir les études de leurs enfants.

Donc ceux-là, sans vouloir me poser en donneur de leçons, méritent notre attention d'enfants devenus adultes. Certaines personnes âgées font parfois l'objet de moqueries, lorsqu'elles n'entendent plus très bien ou souffrent d'une vision défaillante. Ces comportements sont parfois accompagnés de violences verbales dérivant souvent vers des violences physiques de la part de leur entourage. Dans son message diffusé à l'occasion de la célébration de cette Journée, le Secrétaire général des Nations Unies nous conforte dans nos propos : "Il est essentiel de mettre un terme à la privation de soins, aux mauvais traitements et à la violence à l'encontre de personnes âgées si nous voulons atteindre les 17 objectifs de développement durable et honorer l'engagement qui a été pris de ne laisser personne de côté. Les mauvais traitements et la violence infligés aux personnes âgées peuvent prendre plusieurs formes, notamment la violence au sein du couple et

en dehors du cercle familial, la violence psychologique et morale et l'exploitation financière. L'Organisation mondiale de la Santé estime que, dans certains pays, 10 % des personnes âgées endurent de telles violences".



Dans les sociétés développées, les personnes âgées sont laissées à elles-mêmes dans une affreuse solitude ou déposées dans des maisons de retraite et oubliées ; dans d'autres, elles sont traitées de sorciers ou de sorcières, battues et brûlées, et ce sont ces dernières sociétés qui se targuent d'être les plus respectueuses envers les anciens.

Permettez-moi de signaler également une autre Journée Internationale ayant un lien avec notre propos : La Journée dédiée aux veuves, le 23 juin. Mêmes causes, mêmes effets, et Ban ki-Moon de s'émouvoir là également : "Les veuves représentent quelque 259 millions de personnes à travers le monde, dont près de la moitié vivent dans la pauvreté. Elles sont souvent stigmatisées dans leur famille et leur milieu. Beaucoup sont victimes de discrimination fondée sur l'âge et le sexe. La vie de certaines a été marquée par des violences physiques et sexuelles. Après avoir passé leur vie à travailler dur sans être rémunérées, les veuves les plus âgées ont souvent peu de ressources".

Les gouvernements doivent mettre en place de véritables programmes de protection des personnes âgées. Certaines s'y essaient, ne voyons pas tout sous un prisme négatif. Acceptons seulement le fait qu'envers ces personnes n'ayant ni appui, ni ressources, encore moins la capacité de réclamer leurs droits de citoyens ayant rempli leur rôle, nous avons des devoirs : les assister, les nourrir, les mettre dans un minimum de confort en font partie, afin qu'elles puissent aspirer au repos du juste. ■



Une dame âgée qui se porte très bien parce que bénéficiant de l'assistance de sa communauté

Rencontre du chef de la MONUSCO avec le personnel

Par Ascaïn Ziglia/MONUSCO

Le Représentant spécial du Secrétaire général (RSSG) et Chef de la Mission, M. Maman Sidikou, a eu le jeudi 16 juin 2016 à Kinshasa, une rencontre avec le personnel, à laquelle ont pris part, via vidéo conférence, tous les bureaux et antennes de la Mission. Le RSSG a axé sa communication sur trois points essentiels : la situation politique actuelle de la RDC, la reconfiguration au sein de la MONUSCO, la communication à l'interne, pour faire face à la période critique électorale à laquelle la Mission va être confrontée.

Au regard des enjeux politiques actuels, Maman Sidikou a rappelé les priorités de la Mission onusienne en RDC :

- Le respect des engagements nationaux, régionaux et internationaux.
- L'application de la résolution 2277 du Conseil de sécurité des Nations Unies
- L'appui à la tenue du dialogue national inclusif pour un processus électoral apaisé.
- Le soutien aux efforts du facilitateur Edem Kodjo, en offrant aux protagonistes politiques les bons offices de la MONUSCO.
- L'appui aux efforts de protection des civils. Il a évoqué les difficultés qui rendent l'atmosphère politique tendue. La MONUSCO constate que le processus électoral connaît un retard. Il est nécessaire de gérer ce retard.
- Ceci passe par un consensus politique

- entre les parties prenantes.
- La MONUSCO en appelle au sens de responsabilité des uns et des autres au regard de la résolution 2277.
- La MONUSCO demande à la majorité présidentielle de faire les choses d'une façon démocratique. Et à l'opposition de faire preuve de retenue dans leurs propos.

Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU a conclu son intervention en rappelant aux staffs leur engagement professionnel afin d'aider efficacement la Mission à atteindre ses objectifs.

Des questions liées à la suppression de quelques emplois et aux AGs de travailleurs ont été débattues. ■

GOMA

Remise de décorations : David Gressly salue l'excellent travail de la Police MONUSCO

Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies, en charge des Opérations et de l'Etat de droit, Monsieur David Gressly, s'est rendu à Goma dans l'Est de la République Démocratique du Congo, le 29 avril 2016, afin d'y présider la cérémonie de décoration de la médaille des Nations Unies de près de 300 officiers de la Composante Police de la MONUSCO.



Par Mbaye Sady Diop/MONUSCO

Il s'étaient près de 300 policiers de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) à être honorés, le 29 avril, par les Nations Unies. La cérémonie solennelle de remise de médailles s'est déroulée au quartier général de la Mission au site Lava, dans la ville de Goma, dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). Elle a été présidée par David Gressly, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général en RDC, en charge des Opérations et de l'Etat de droit, en présence, entre autres, du Chef de la Composante Police, du Commandant de la Force de la MONUSCO, du Chef du bureau de la MONUSCO du Nord Kivu, du Commissaire Provincial de la Police Nationale Congolaise (PNC) du Nord Kivu, représentant du Commissaire Général de la PNC.

Le Commissaire Awale Abdounasir s'adressant aux récipiendaires, leur dira que cette remise de médaille récompense certes les efforts faits pour l'accomplissement

du mandat de la Police, mais "elle ne doit pas être une fin en soi, mais plutôt une source de motivation supplémentaire qui doit vous pousser à aller au-delà de ce que vous avez fait jusqu'ici". Le Commissaire Awale a invité l'ensemble des membres de la Composante Police de la MONUSCO, à respecter les codes de conduite édictés par les Nations Unies, surtout en matière d'exploitation et d'abus sexuels.

A sa suite, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, le Commandant de la Force militaire et le Chef de la Police de la MONUSCO ont rejoint les récipiendaires, pour épingler une médaille sur la poitrine de chacun des heureux récipiendaires.

Intervenant à son tour à la cérémonie, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire



Le Représentant spécial adjoint épinglant une médaille sur la veste d'une UNPOL

général des Nations Unies, en charge des Opérations et de l'Etat de droit, a remercié le chef de la Composante Police de la MONUSCO et à travers lui tous les policiers des Nations Unies présents en RDC, pour l'avoir associé à cette "Remise de médailles". ■

De Kinshasa à Bruxelles, opposition et majorité à la recherche d'un consensus historique

La Communauté internationale soutient les efforts de la RDC pour une union sacrée afin de sortir le pays d'une crise politique qui dure depuis maintenant plusieurs mois. Le grand enjeu étant l'organisation d'élections libres et transparentes dans le respect des délais constitutionnels. Dans ce contexte, le temps n'est pas le meilleur allié car le respect du calendrier électoral, tel que prévu par la Constitution, devient hypothétique. Tous les acteurs politiques, tant internes qu'externes, essaient d'apporter un soutien pour sauver la RDC.



Par Theophane Kinda/MONUSCO



Photo Tiers

L'opposant et leader de l'UDPS, Etienne Tshisekedi

D'abord les experts des Nations Unies sur les élections ont conduit une évaluation du 24 avril au 10 mai 2016, sur le processus électoral et fait des recommandations pour sauver le processus électoral. Cette évaluation qui a été remise aux plus hautes autorités de la RDC devrait en principe aider le gouvernement et les acteurs politiques à faire le meilleur choix pour sortir le pays de la crise et permettre l'organisation des élections. Le Conseil de Sécurité de l'ONU également, dans une Résolution sur la reconduction des sanctions concernant la RDC, est revenu sur la nécessité par les dirigeants de respecter la constitution.

A leur tour, les organisations partenaires de la RDC à savoir l'Organisation Internationale

de la Francophonie, l'Union Européenne, l'Union Africaine, à travers un communiqué publié le 5 juin 2016, préconisent la mise en place d'un groupe de soutien à la facilitation, comprenant aussi des représentants de la Conférence internationale de la Région des Grands Lacs (CIRGL) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Ces différentes organisations comptent également mobiliser l'expertise et les ressources requises pour maximiser les chances de réussite du dialogue.

Les quatre organisations ont par ailleurs souligné l'importance, pour tous les acteurs politiques, de mettre ensemble leurs efforts pour organiser des élections crédibles et préserver la paix. Ils ont notamment déclaré que "la responsabilité primordiale

incombe au Gouvernement et à toutes les parties congolaises concernées pour la préservation de la paix et de la stabilité en RDC, la consolidation des acquis obtenus de haute lutte et l'approfondissement de la démocratie et de l'Etat de droit. À cet égard, elles exhortent tous les acteurs congolais à se joindre au dialogue et à apporter leur entière coopération au Facilitateur, ayant à l'esprit que celui-ci agit dans le cadre des instruments pertinents de l'UA et de la résolution 2277". Ce message sera-t-il entendu par la classe politique ? On pourrait le penser. La réponse de l'opposition qui a tenu une conférence historique, les 8 et 9 juin, à Bruxelles, pour trouver des solutions à la crise politique pourrait sonner comme un signe, dans la recherche d'un consensus, au niveau de la classe politique.

L'opposition dans sa majorité affirme également rechercher la paix. Dans leur recommandation appelée "Acte d'engagement des forces politiques et sociales acquises au changement", signé par l'UDPS, le G7, la Dynamique de l'opposition, l'Alternance pour la République ainsi que certains représentants de la société civile. Ils appellent au respect de la Constitution et à l'organisation des élections dans les délais constitutionnels. Les signataires disent "non" à l'organisation d'un referendum et à un dialogue national tel que retenu par le chef de l'Etat. La conférence épiscopale y est elle aussi allée de son plaidoyer pour un processus démocratique.

Nous osons espérer que la fracture politique ainsi présente ira en se refermant, avec le travail du facilitateur qui a annoncé la reprise des pourparlers avec la classe politique vers un Dialogue national, avec l'appui de l'Union Européenne, l'OIF et les Nations Unies. L'espoir d'un denouement heureux est permis avec l'annonce par le président Kabila, le 26 juin à Kalemie de la tenue des élections. ■



Photo Tiers

Le chef de l'Etat congolais et son épouse à Kindu lors de la cérémonie célébrant les 56 ans de l'indépendance

56^{ème} anniversaire de l'indépendance de la RDC

Le Président Joseph Kabila exhorte les Congolais à oeuvrer pour la paix et le renforcement de la sécurité

Par Tom Tshibangu/MONUSCO

“Conformément à son mandat, la MONUSCO tient à renouveler son engagement d'accompagner les autorités et le vaillant peuple congolais dans leurs efforts de relever les défis sur les plans sécuritaire et politique notamment à travers la poursuite et le renforcement de notre collaboration avec les FARDC dans la traque des groupes armés qui sèment la désolation dans l'Est de la RDC” a dit Maman Sidikou, dans un communiqué de presse rendu public le 30 juin 2016, à l'occasion de la commémoration du 56^{ème} anniversaire de l'indépendance de la RDC. En somme, la réaffirmation d'un partenariat MONUSCO-Gouvernement de la RDC. Du reste, Maman Sidikou a démontré sa disposition à accompagner les Congolais dans leurs efforts en prenant part, personnellement, à Kindu, dans le Maniema, aux festivités relatives aux 56 ans de l'indépendance de la RDC. Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RDC, qui a assisté à

Kindu, aux festivités du 30 juin 2016, ainsi que d'autres membres du système des Nations Unies.

Le chef de l'Etat de la République démocratique du Congo avait, la veille,

exhorté les Congolais à oeuvrer pour la consolidation de la paix et le renforcement des mesures sécuritaires, dans un discours télévisé, à l'occasion de la commémoration des 56 ans de l'indépendance de la RDC. Joseph Kabila a demandé à ses compatriotes de faire face aux actes terroristes et menaces qui pèsent sur leur pays. “Les terroristes en cavale dans le territoire de Beni, au Nord Kivu, doivent être totalement éradiqués”, a souligné le chef de l'Etat congolais dans son discours diffusé par la Radio télévision nationale de la RDC, la RTNC.

Il a réitéré l'appel à la classe politique et à la société civile de prendre part au dialogue. Il voudrait que soient renforcés les contacts entre le facilitateur du dialogue, le Togolais Edem Kodjo et toutes les parties prenantes. Objectif : se doter d'un cadre pour les règles du jeu politique et éviter ainsi les violences post-électorales. Joseph Kabila a appelé les Congolais à participer à l'enrolement des électeurs, programmé par la Commission électorale nationale indépendante (CENI), en juillet 2016. Au passage, il a félicité la CENI pour les préparatifs des opérations de révision du fichier électoral. Selon lui, les moyens logistiques et financiers, pour le processus électoral, sont disponibles par le gouvernement de la RDC.

La MONUSCO ne cache pas non plus sa volonté de voir le processus avancer. Dans le communiqué cité plus haut, son chef a tenu à renouveler l'engagement de la MONUSCO, à accompagner les autorités de la RDC, dans le renforcement de la stabilité, à travers l'organisation d'élections crédibles, transparentes et paisibles, conformément à la Constitution, dont le peuple congolais s'est librement doté. ■



Photo MONUSCO/John Bompengo

Une page d'histoire

La République démocratique du Congo (RDC) a fêté le jeudi 30 juin 2016, le 56^{ème} anniversaire de son accession à l'indépendance. Une célébration qui intervient sur fond d'incertitudes liées au cycle électoral qui connaît des difficultés. Et d'un dialogue politique dans l'impasse. L'indépendance de la RDC, c'est aussi une page d'histoire.

Le 30 juin 1960, les deux Premiers ministres belge et congolais, Gaston Eyskens et Patrice Lumumba et leurs ministres des Affaires étrangères respectifs Pierre Wigny et Justin-Marie Bomboko, apposaient leur signature sur l'acte de l'indépendance du Congo. Une déclaration conjointe entre les gouvernements congolais et belge pour entériner l'accession de l'ancienne colonie belge à la souveraineté internationale. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les mouvements indépendantistes commencent à se structurer en Afrique. Les protestations contre le système colonial vont croissant. Sentant venir ce vent,



Photo Tiers

communication (PT-NTIC), grand passionné de l'histoire de la RDC, au cours de l'émission "Je connais le Congo" qui retrace l'histoire du Congo. Ce plan fera réagir. "La Conscience Africaine", une association des jeunes évolués congolais, publiera, en 1956 un article intitulé "Manifeste" dans le bimensuel "la Conscience Africaine" qu'ils avaient créé.

Dans la foulée, les évêques catholiques, la plupart blancs, entrent dans la danse. Le 29

Cette révolte populaire va durer trois jours. La répression est très violente. Le bilan officiel est de quarante-neuf morts. Ces événements de janvier 1959 accélèrent l'accession à l'indépendance. Ces mouvements de résistance aboutissent à l'organisation de la table ronde de Bruxelles du 20 janvier au 21 février 1960. Ce forum regroupera dans la capitale belge l'élite congolaise, les chefs coutumiers de l'époque et le gouvernement belge. La date du 30 juin est retenue par toutes les parties. Les premières élections législatives nationales ont lieu du 11 au 25 mai 1960. Au terme de ces élections, le MNC de Patrice Emery Lumumba et ses alliés sortent vainqueur et Lumumba est désigné Premier ministre. De son côté, Joseph Kasavubu est largement élu au suffrage indirect par le premier Parlement congolais comme le premier président de la jeune République du Congo.

Le 30 juin 1960, les cérémonies de la proclamation de l'indépendance débutent à 11h45. Arrivé la veille dans ce qui était encore la capitale du Congo-Belge pour l'occasion, le roi des Belges rend hommage à "l'œuvre conçue par le génie du roi Léopold II et continuée avec persévérance par la Belgique". L'allocution suivante, prononcée par Joseph Kasavubu, le chef du nouvel État congolais, est ressentie comme une offense par les nationalistes congolais. Il y rendait un hommage appuyé à l'ancienne métropole. Le chef du gouvernement, Patrice Emery Lumumba, se sent alors dans l'obligation de le recadrer "c'est par la lutte que les congolais ont conquis leur indépendance". Il sera assassiné pour son audace. ■

www.radiookapi.net



Photo Tiers

Joseph van Bilsen, commissaire du roi des Belges à la Coopération au développement publie en 1955 une étude intitulée "Plan de 30 ans pour l'émancipation politique de l'Afrique belge". Il propose donc un plan de 30 ans pour l'émancipation du Congo Belge et du Rwanda-Burundi, les deux colonies belges d'Afrique centrale.

Selon le plan Bilsen, l'indépendance du Congo Belge devrait être progressive, et commencer par la formation des élites locales à la gouvernance au niveau des villes et des localités, explique Thomas Luhaka, actuel vice-Premier ministre et ministre des Postes, télécommunications, nouvelles technologies de l'information et de la

juin 1956, ils sortirent une déclaration dans laquelle ils soutiennent que "l'émancipation d'un peuple est un droit légitime". Les deux précédentes déclarations feront finalement réagir, l'Alliance des Ba Kongo, une association des évolués d'origine Kongo, qui revendiquaient le leadership dans Léopoldville (Actuelle Kinshasa). Le leader de l'Abako Joseph Kasavubu, au nom de l'association, rejette totalement le plan de 30 ans de Van Bilsen et réclame l'émancipation immédiate.

Le 4 janvier 1959, des émeutes éclatent à Léopoldville après que les autorités coloniales ont interdit aux membres du parti politique Abako (Alliance des Bakongo) de manifester.



Photo: Tiers

De la responsabilité pour l'avenir du pays

Le Premier Ministre de la RDC, Augustin Matata Ponyo Mapon

« Je ressens le sentiment de responsabilité pour l'avenir du pays et surtout, comment préparer la jeunesse pour garantir un avenir radieux, de loin meilleur que celui que nos aînés, les pères de l'indépendance et leurs successeurs nous ont légué ». Augustin Matata Ponyo Mapon

✉ Propos recueillis par Aïssatou Laba Touré/MONUSCO

Aïssatou L Touré (ALT) : **Monsieur le Premier Ministre, la RD Congo fête ses 56 ans d'indépendance, que ressentez-vous, vous qui, certainement êtes de la génération de ceux qui sont nés avec les indépendances en Afrique ?**

Augustin Matata Ponyo Mapon (AMPM): A 56 ans d'âge, on regarde l'avenir avec beaucoup de sagesse, on pense à atteindre 60 ans, puis 70 ans et enfin, on se demande si jamais on pourra atteindre 100 ans. C'est un âge des bilans et des perspectives définitives.

Je ressens le sentiment de responsabilité pour l'avenir du pays et surtout, comment préparer la jeunesse pour garantir un avenir radieux, de loin meilleur que celui que nos aînés, les pères de l'indépendance et leurs successeurs nous ont légué. Nous restons préoccupés par les années perdues,

gaspillées, qui ont retardé le développement de ce beau pays.

Je m'efforce, avec l'accompagnement et le leadership du Président de la République, Chef de l'Etat, à baliser le chemin du futur congolais en finalisant le Plan national stratégique de Développement de la République démocratique du Congo (PNSD RDC) à l'horizon 2050. Cet instrument nous aidera à éviter les improvisations et construire un consensus national sur ce que les Congolais veulent réellement de leur chère patrie.

Pensez-vous qu'il faille continuer à célébrer cette indépendance, en dansant, en chantant ou autrement ?

Le 30 juin est la date la plus importante dans l'histoire de notre pays. Le peuple congolais a le devoir d'en entretenir la mémoire et

de perpétuer la lutte menée par ses aïeux. Et je pense que c'est dans ce sens qu'il faut comprendre l'organisation des anniversaires de l'accession de la RDC à la souveraineté internationale.

Au-delà de la fête, c'est cela qu'il faut retenir. Ne pas célébrer cette fois-ci la date de l'indépendance, jour où les Congolais sont sortis du joug colonial, c'est comme si l'on niait notre propre histoire et notre identité. C'est une façon de ne pas respecter notre serment contenu dans l'hymne national, "Debout congolais", où nous disons "30 juin du 30 juin, jour sacré soit le témoin, jour sacré de l'immortel, serment de liberté". Ce qu'il faut retenir donc, Congolais ou non, c'est que les pères de l'indépendance ont érigé "le 30 juin" en jour sacré. Nos aïeux nous en voudront si, quelles que soient les circonstances, l'on n'arrivait pas à se souvenir de cette date.

Le climat actuel ne se prête pas aux grandes festivités,... l'heure est grave Monsieur le Premier Ministre ?

Quelles que soient les appréhensions actuelles, il y a lieu de garder la tête froide et de ne pas verser dans l'alarmisme. Le peuple congolais a traversé plusieurs situations difficiles dans son histoire, et il a toujours su avoir ce sursaut national, lorsqu'il s'agit du sort et du devenir de la nation. Je peux vous rappeler ce sursaut national sur l'ensemble du territoire lors des crises particulièrement graves de la fin des années 1990.

Dans les moments clés de son histoire, le peuple congolais a toujours su se retrouver autour d'une table pour dialoguer. C'est d'ailleurs le sens du dialogue initié par le Chef de l'Etat.

Comment appréciez-vous le fait que l'opposition soit allée se réunir à Bruxelles et refuse le Dialogue sous l'égide de l'UA ?

Il n'aurait pas été souhaitable que les Congolais se réunissent à l'étranger pour traiter des dossiers nationaux. Qu'à cela ne tienne, nous sommes en démocratie, chacun est libre d'émettre son opinion et d'agir en âme et conscience. Ce qui est le plus important, c'est que, au Congo ou à l'étranger, les Congolais réfléchissent sur les solutions aux problèmes qui se posent sur l'avenir de leur pays, des solutions durables et crédibles allant vers la préservation de la paix sociale et de l'unité nationale.

C'est galvaudé comme expression, mais je n'en ai pas d'autres "la RDC est à un tournant de son histoire" S'il n'y a pas d'élection présidentielle en novembre que se passera-t-il, selon vous ?

Le peuple congolais est un peuple mature et responsable. Il a une très longue tradition

de dialogue. Votre temps est tellement précieux, sinon, nous allions nous appesantir sur la riche histoire politique de notre pays, dont le dialogue a toujours été la principale voie de résolution de conflits. La République démocratique du Congo est un Etat de droit. Chacun des Congolais souhaite que les acquis démocratiques soient davantage consolidés. Ce qu'il faut, c'est travailler pour l'organisation des élections crédibles, pour mieux consolider notre jeune démocratie ainsi que les institutions sur lesquelles elle repose. C'est dans ce sens même que s'oriente "le Dialogue inclusif" prôné par le Chef de l'Etat. J'en appelle à la conscience civique de la classe politique congolaise pour que nous arrivions à une solution consensuelle qui puisse sauvegarder les acquis dont je viens de parler.

On vous voit beaucoup (je ne dis pas trop) en tête de ligne, aller vers les Congolais qui souffrent, lors d'événements tragiques ou autres, c'est cela votre conception de la gouvernance ?

Le quinquennat 2012-2016 du Président de la République repose sur le social. Il est donc normal et tout à fait fondé que je consacre une bonne partie des actions du Gouvernement dans ce domaine: l'éducation avec la construction des centaines d'écoles, la santé avec la réhabilitation et la construction des hôpitaux de référence et des centres de santé; le sport avec la construction des stades municipaux dans tous les territoires du pays et le renouveau de plusieurs disciplines sportives sur la scène internationale, la bancarisation des salaires des agents et fonctionnaires de l'Etat pour améliorer leurs conditions de vie, etc.

En tant que Chef du Gouvernement, j'ai donc aussi la tâche de me rendre compte de la mise en œuvre effective des actions du Gouvernement. Je dois apporter un appui soutenu aux ministres dans leurs travaux quotidiens, mais aussi la population a besoin de rester en proximité avec ses dirigeants. Un réconfort apporté par une autorité, en toute sincérité, est tout autant comme un médicament qu'on administre à ceux qui sont dans la souffrance, à ceux-là qui ont besoin d'assistance. C'est cela la fonction publique et politique d'un homme d'Etat. C'est aussi une autre façon de faire sentir l'effectivité de la décentralisation.

Si ce geste s'assimile à la bonne gouvernance dans le sens où il vise à rendre l'action publique plus efficace, proche du bien public et de l'intérêt général, et donc plus légitime, alors cela rentre dans la conception de la gouvernance. Vous savez que j'attache une importance capitale à la bonne gouvernance particulièrement celle,



Le Premier Ministre, Matata Ponyo dans son bureau

administrative, économique et politique, qui est proche des fonctions que j'exerce actuellement et je suis content de constater que sur ce point, la RDC fait des progrès.

A l'est, la situation sécuritaire pose encore problème, je ne suis pas stratège militaire, mais je peux demander si toutes les forces nécessaires sont dirigées vers la protection des populations de cette partie du pays ?

La question de l'Est est l'un des problèmes majeurs sur lequel le Gouvernement, sous le leadership du Chef de l'Etat, se penche et accorde une meilleure attention. Il faut dire, ici, que depuis la débâcle du M 23, le Gouvernement a lancé plusieurs opérations militaires (Rudiya, Safisha, Sukola I et

Sukola II), qui ont réduit considérablement la capacité de nuisance de ces forces négatives, tant nationales qu'étrangères. Cependant, affaiblis, ces groupes armés, principalement les ADF-NALU, ont changé de mode opératoire, et se livrent quasiment à une guerre asymétrique. Sur ce point, l'une des difficultés éprouvées, a été l'absence de coopération efficace entre pays de la sous-région, et autres acteurs locaux.

Toutefois, en réaction aux récents massacres perpétrés à l'Est par les ADF, il a été lancé l'Opération Usalama, impliquant conjointement les FARDC et la MONUSCO. Depuis, cette force négative essuie d'importants revers.

Monsieur le Premier Ministre, merci.



30 juin 2016

La commémoration des 56 ans à travers le pays

Au Nord-Kivu, c'est à Walikale - centre, à 250 km de Goma que les manifestations marquant le 56ème anniversaire de l'indépendance ont été organisées jeudi 30 juin. Cette célébration a été placée sous le signe de la relance économique, la reconstruction et l'unité de ce vaste territoire.

La population de Walikale a défilé pendant une heure et demie dans une ambiance de fête, "fière d'être à l'honneur cette fois-ci". Cette ambiance a continué tout au long de l'adresse du gouverneur Julien Paluku. Ce dernier, qui est arrivé à Walikale par route, a annoncé le lancement de plusieurs projets de développement.

Il a annoncé, grâce à la réouverture de la route Sake - Walikale, une nouvelle ère pour la reconstruction de Walikale:

"Désormais, un sac de ciment coûtera à partir de juillet 2016, seulement 20 dollars américains à Walikale. Contrairement à 35 - 45 dollars par le passé. Il en sera de même pour les tôles, pour les fers à béton et d'autres matériaux qui invitent ainsi les enfants de Walikale à commencer la reconstruction de leur territoire..."

Le gouvernement provincial va débloquer 6,9 millions de dollars dans les cinq prochaines années pour la stabilisation de cette route, a-t-il assuré. Ce qui permettra, selon lui, d'organiser le transport sur cet axe au prix de 10 dollars par personne - au lieu de 100 dollars pour la course moto

entre Goma et Walikale - et ainsi faciliter les échanges commerciaux.

Au-delà du secteur minier, l'autorité provinciale a invité les investisseurs à s'intéresser à l'agriculture, avec les cultures industrielles comme le cacao.

L'autre promesse, également saluée par la population, c'est celle de la construction de l'aérodrome de Walikale. Julien Paluku a encouragé les enfants de Walikale à travailler dans l'unité pour la prospérité de ce vaste et riche territoire du Nord-Kivu.

Dans les provinces du Lualaba, Haut Lomami

Les provinces du Lualaba, du Haut Lomami n'ont pas organisé de défilé, mais des cultes œcuméniques à Kamina et à Kolwezi. Dans la province du Haut Katanga, l'indépendance a été officiellement célébrée à Likasi.

Les gouverneurs des provinces ont, dans leurs messages, invité les populations à maintenir l'unité du pays dans le but d'assurer le développement intégral des nouvelles entités territoriales, 56 ans après l'indépendance.

Dans les provinces de l'Equateur, de la Mongala, du Nord, Sud-Ubangi ainsi que de la Tshuapa, les gouverneurs ont organisé des cultes d'action de grâce.

Les attentes des populations de l'Ituri et Nord-Kivu

Les habitants de Bunia (Ituri) plaident, pour le renforcement de la sécurité de personnes

et de leurs biens, critère majeur pour le développement de la province agropastorale et minière de l'Ituri. Face à ce défi, certains habitants recommandent notamment aux autorités de la province de s'investir pour la consolidation de la paix en Ituri, stimuler le goût du travail et un éveil de conscience.

"De 1960 à nos jours, il n'y a eu qu'une seule amélioration : il n'y a plus de traite des noirs. Mais il y a toujours morts d'homme", se plaint une habitante de Goma. Les personnes interrogées demandent aussi la création d'une classe moyenne, des emplois et la construction d'autres infrastructures, pour une développement économique.

Dans le Kwilu

Une messe d'action a été célébrée à la Cathédrale saint François-Xavier de Kikwit. En revanche, un défilé a été organisé à Kenge dans la province du Kwango.

Les politiciens interpellés au Kasai Oriental

L'évêque du diocèse de Mbuji-Mayi, Monseigneur Emmanuel Bernard Kasanda, au cours d'une messe d'action de grâce, a invité les acteurs politiques congolais à faire des concessions afin de procurer à la population la paix à laquelle elle aspire.

Pour lui, le dialogue est le cadre indiqué pour que les Congolais débattent de leurs divergences. *"56 ans après, il est inconcevable que la communauté internationale s'invite pour imposer la paix"* estime-t-il. ■

Quel Bilan faire, 56 ans après ?

Pour beaucoup de ceux qui ont vu le Congo accéder à l'indépendance, cet événement rimait avec la fin de la torture, la jouissance de la liberté et surtout la possibilité d'avoir un travail décent dans un environnement sain.

"56 ans après, me voici réduit à vendre des glaces pour vivre. Pourtant, Lumumba nous avait promis une meilleure vie que celle que nous avons avant l'indépendance. Après l'indépendance, je n'ai en tout cas pas eu du mal à trouver du travail car la classe politique de l'époque se souciait du peuple. Aujourd'hui, qui pense à moi ? En tout cas ce ne sont pas les politiciens d'aujourd'hui qui sont plus préoccupés à remplir leur propre

poche. Nous sommes passés à côté du vœu des pères de l'indépendance de bâtir une société meilleure", confie Jean-François, un octogénaire qui a vécu l'indépendance de la RDC.

Le point de vue de Mwayila Tshiyembe.

"A l'époque, les Congolais vivaient mieux et le pouvoir d'achat était probablement le plus élevé d'Afrique. 56 ans après, la misère des Congolais n'a jamais été aussi béante, note-t-il avant de nuancer son propos, certes sur le plan socio-économique, le chemin a été fait. Il faut saluer la stabilité du cadre macroéconomique, après le gouffre dans lequel le régime Mobutu a plongé le pays".

Le géopoliticien est plutôt ferme face à l'évolution de la classe politique.

"Avant que les belges ne soient contraints à donner l'indépendance aux Congolais, la plupart des élites n'étaient pas des intellectuels. Mais face aux enjeux de l'avenir du pays, ils ont fait preuve d'une maturité exceptionnelle en arrachant l'indépendance auprès des Belges. Aujourd'hui, le Congo a trop d'élites intellectuelles au sein de la classe politique. Et qu'est-ce qui se passe ? Devant les enjeux de l'avenir de la nation dont le compromis au sujet de l'organisation des élections dans le délai pour éviter le chaos, la classe politique congolaise se chamaille. C'est une classe politique à conscience défaillante que nous avons aujourd'hui", estime cet intellectuel congolais

« Le Congo indépendant a produit quelques éléments positifs qu'on ne peut nier »



Dixit Isidore Ndaywel è Nziem, professeur des universités et professeur émérite à l'Université de Kinshasa (UNIKIN). Isidore Ndaywel è Nziem, observe le pays depuis plus de quarante ans et enseigne l'histoire nationale sur laquelle il a publié un certain nombre d'ouvrages. Son titre de spécialiste d'histoire du Congo, il ne l'a pas usurpé.

Propos recueillis par Alphonse Yulu Kabamba/MONUSCO

En tant qu'historien, quel bilan faites-vous des 56 ans d'indépendance de la RDC ?

Les années de l'indépendance (56 ans) dépassent de très peu les 52 années de la colonisation que le Congo a connue de 1908 à 1960. Sur le plan social, la régression est évidente, particulièrement dans le domaine de l'emploi, de la santé, de l'alphabétisation voire même de l'alimentation. Donc, point de discussion à ce sujet. Mais, pour être honnête, reconnaissons que d'hier à aujourd'hui, la population congolaise a pratiquement quintuplé. Le défi est donc plus important de nos jours. Et, malgré tout, ce Congo indépendant a produit quelques éléments positifs qu'on ne peut nier. J'en vois au moins trois qui sont des atouts pour l'avenir. Premièrement, les Congolais ont acquis une conscience nationale aigüe. Unanimement, tous défendent avec acharnement l'unité de leur pays. Cette conscience nationale s'est même enrichie ces derniers temps d'une conscience politique de bon aloi. Je le constate jusque dans la maturité de notre société civile, les associations de droits de l'Homme, une poignée de journalistes de haut niveau, particulièrement parmi les journalistes femmes, qui nous étonnent par la qualité de leurs questionnements. Deuxièmement, en un demi-siècle, le Congo a comblé son retard

dans le domaine de formation universitaire. Il dispose désormais des spécialistes de haut niveau dans tous les domaines du savoir, cumulant ensemble un savoir-faire d'origine diversifiée : africaine, européenne, nord-

ses structures de base d'Etat moderne et républicain. On est loin de l'ancienne organisation coloniale. Reste à assurer le fonctionnement effectif de ces institutions, publiques et privées, démocratiques et décentralisées, chacune dans ses compétences effectives.



Professeur Isidore Ndaywel è Nziem

américaine et asiatique. Reste à savoir faire un bon usage de tous ces cadres, y compris ceux de la diaspora. Troisièmement, malgré tant de vicissitudes, le Congo indépendant semble quand même avoir réussi à inventer

Que pensez-vous qui n'a pas été fait qui aurait dû l'être et quelles en sont les causes ?

Reconnaissons que nous avons eu beaucoup de problèmes. La grande déficience de notre Congo indépendant réside, à mon avis, dans le domaine de la gestion. Gestion des hommes, gestion des biens, gestion du temps, gestion de la mémoire et de l'expérience du passé. En matière de gestion des hommes, les éléments basiques ne sont toujours pas en place. La maîtrise des effectifs fait défaut dans tous les domaines. Aucune base de données des meilleures expertises nationales. Pas de recensement, pas d'état-civil, toujours pas de pièces d'identité pour le citoyen congolais, encore moins de livret de famille. Gestion des biens : c'est la débrouille généralisée, jusqu'à l'instrumentalisation des structures républicaines pour résoudre les problèmes individuels d'autosubsistance. Telle est la base du règne de la corruption. Gestion de l'expérience du passé ? Elle est à peu près nulle. Aucune évaluation des réalisations, des projets et des échecs du passé. Projets

de la période coloniale. Des années Mobutu. De l'intermède de Laurent-Désiré Kabila.

Pourtant, par deux fois, le pays a connu un début de décollage. D'abord à la fin des années 60. Malheureusement Mobutu n'était pas un dictateur éclairé. Ivre de ce début de succès, il a fini par dérailler avec la politique de zaïrianisation. Si une opposition parlementaire agissante avait pu exister, pour servir de garde-fous à ces excentricités, on aurait pu connaître une meilleure avancée. Ensuite, proche de nous, à partir des années 2010, la RDC a commencé à prendre son envol. On croyait que l'inertie allait être définitivement vaincue avec l'effort de modernité politique, économique et sociale de Joseph Kabila. Mais la crise politico-économique du moment inaugure un nouveau règne des incertitudes, le régime en place s'étant mis à détruire ses propres acquis.

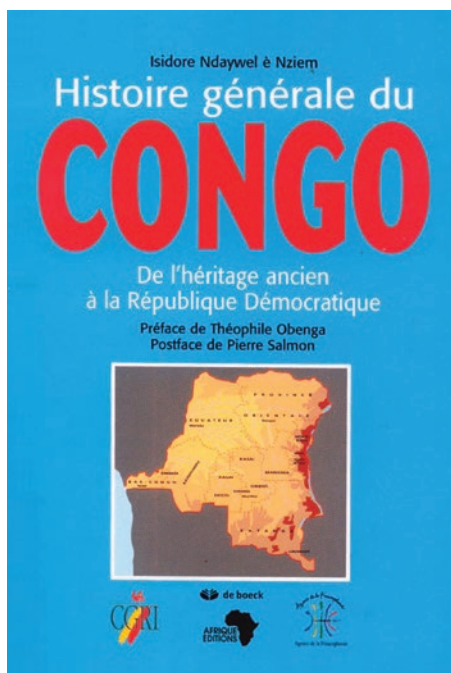
Pourquoi tant de ratés ? Difficile à dire. A mon avis, à cause de l'abondance des richesses naturelles du pays, nous avons pris l'habitude de nous complaire dans une sorte d'adolescence attardée. Nous nous croyons exemptés de l'effort et de l'urgence de sortir durablement du règne de l'impunité et de la corruption, ainsi que des crises politiques à répétition.

Que vous inspire l'hymne national, 56 ans après l'indépendance du pays ? Le Congolais a-t-il compris son contenu ? Pensez-vous que le rêve véhiculé au travers de cet hymne pour un Grand Congo soit réalisé ?

Le Debout Congolais a été au départ, fort heureusement, "l'hymne de l'indépendance". Son contenu est donc un réel condensé du rêve de nos pères de l'indépendance. Les objectifs identifiés naguère demeurent plus que d'actualité, aujourd'hui. Unis par le sort, nous ne sommes pas encore "unis dans l'effort" ; nous n'avons pas encore pris "le plus bel élan pour bâtir un pays plus beau qu'avant". Cet hymne est donc un véritable patrimoine ; le transmettre aux générations montantes revient à ne pas se fatiguer à en expliquer le contenu.

Les dirigeants qui ont été à la tête du pays ont-ils répondu aux attentes du peuple ?

Je ne crois pas qu'ils l'aient été totalement. Mais on peut affirmer aussi que le peuple congolais a eu les dirigeants qu'il méritait. Ainsi, la responsabilité des ratés que nous avons connus incombe à nous tous. Aussi, sans perdre du temps dans la chasse aux sorcières, préoccupons-nous d'aller de l'avant, en corrigeant, s'il le faut, les trajectoires dans lesquelles nous nous trouvons engagés.



56 ans c'est un âge plus que de raison, pourquoi ces querelles politico-politiciennes émaillent-elles encore le paysage ?

La réponse est toute simple. Notre apprentissage de la démocratie n'est pas encore terminé. Il se poursuit. Le fait se traduit entre autres par cette sorte de spectacle anémique. En la matière, nous avons perdu du temps qu'il nous faut rattraper. Si, pendant les 32 ans de Mobutisme, nous avons pu poursuivre l'expérience démocratique des années 60, nous aurions été très loin à présent. La pratique démocratique suppose une pédagogie. Rien ne permet l'intériorisation de l'exercice électoral, si ce n'est sa pratique régulière, à termes échus. Le fair-play ne se décrète pas. Il s'acquiert au fur et à mesure, à la suite d'un apprentissage.

Quelle est la part de responsabilité des intellectuels et des populations et quels sont les perspectives d'avenir, même si nous savons qu'en tant qu'historien vous regardez plus en arrière ?

D'abord ! Détrompez-vous. L'historien ne va en excursion dans le passé que pour revenir rapidement au présent avec, dans ses bagages, des matériaux de construction du futur. Je ne crois pas qu'il faille s'attarder sur le partage des culpabilités. Pourtant il y a des culpabilités spécifiques. Celle des intellectuels est sans doute d'avoir minimisé pendant longtemps l'importance de la politique. Contrairement à ce qu'on pense, nos meilleurs intellectuels se sont toujours détournés de la politique aux motifs qu'elle était, à leurs yeux, réservée aux "menteurs, aux voleurs et aux corrupteurs". En retour, par stratégie, pour éviter toute concurrence, l'autorité politique s'est crue en devoir de clochardiser ce qui se donnait pour l'autorité intellectuelle, et de la détruire. Résultat : notre élite est devenue fort vulnérable et manipulable. De cette élite virtuelle, il faut faire naître une élite réelle. D'autres corps sociaux ont aussi leur part de responsabilité, y compris, hélas notre jeunesse et notre peuple. Rien n'oblige un étudiant à tricher; rien n'oblige notre peuple à applaudir un candidat aux fonctions publiques, visiblement corrompu et malhonnête.

Quelles perspectives ? Décidons-nous d'abord, à nous prendre nous-mêmes au sérieux, à nous faire confiance et, à revisiter ensemble, je dis ensemble, tant de projets élaborés pour le développement du pays. Car, tout a déjà été dit ou écrit, depuis Lumumba. L'enjeu, c'est de construire le pays, dans la conscience que tout a pour objectif, l'épanouissement du citoyen congolais. ■

Photo MONUSCO



Une patrouille conjointe FARDC - MONUSCO menée à Beni dans le cadre de l'opération

Protection des populations

La MONUSCO aux côtés des FARDC, traque les Forces Démocratiques Alliées (ADF) en ville et territoire de Beni, à travers l'Opération "USALAMA"

✂ Par Lt Col. Codjo Martin Amouzoun*/MONUSCO



C'est depuis le samedi 14 mai 2016 que la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO), conjointement avec les Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC), mène des opérations contre les rebelles ougandais de l'ADF en ville et territoire de Beni.

L'opération "USALAMA", initiée par les FARDC et appuyée par la MONUSCO, a été mise sur pied, après des planifications conjointes, dans l'objectif d'arrêter les massacres des civiles en ville et territoire de Beni ainsi que dans les localités situées au sud de la nouvelle province de l'Ituri.

Face à cette situation, la MONUSCO s'est engagée à poursuivre ses actions sur le terrain dans le cadre de son partenariat avec le Gouvernement et conformément à

la Résolution 2277 du 30 mars 2016, pour faire face à la menace que font subir l'ADF et d'autres groupes armés aux populations civiles.

La Force de la MONUSCO disponibilise un appui important aux Forces Armées de la RDC dans l'opération "USALAMA" avec ses hélicoptères d'attaque et médical, son artillerie mais aussi, sa brigade d'intervention et ses forces spéciales déployées au sol aux côtés des FARDC.

Elle soutient activement et participe à la planification de ladite opération y compris par les renseignements et les reconnaissances aériennes, son soutien et logistique et médical, ainsi que plusieurs autres actions sur le terrain.

Parlant d'une évaluation à mi-parcours, la coalition MONUSCO-FARDC fait un travail efficace sur le terrain précisément dans les

localités d'Eringeti en territoire de Beni, situé au nord de la province du Nord Kivu.

Plus de cinq collines, jadis occupées par l'ennemi ont été conquises, plusieurs présumés éléments de l'ADF tués et capturés ainsi que plusieurs armements récupérés. "USALAMA" qui signifie "Sécurité" est une opération longtemps attendue par les populations et qui donne espoir aux habitants de la ville et territoire de Beni, en particulier et en général à celles de toute la province du Nord Kivu, par la restauration d'une paix durable.

A cet effet, la MONUSCO promet de fournir des efforts pour protéger les populations civiles, qui restent sa première priorité. Elle reste déterminée à réduire les conflits armés en territoire de Beni et sur l'étendue du territoire national. ■

*Porte-parole militaire de la MONUSCO



La RDC primée pour ses actions pour la réduction des violences sexuelles



La RDC a fait des efforts tels en la matière, qu'elle vient de recevoir le « Trophée Better World » de la Principauté de Monaco, en reconnaissance des actions entreprises pour la réduction, la prise en charge et médicale et juridique ainsi que la réinsertion socioéconomique des femmes, victimes des violences sexuelles.

✍ Par Jean-Tobie Okala/MONUSCO

Madame Jeanine Mabunda, représentante personnelle du Chef de l'Etat, en charge de la lutte contre les violences sexuelles et le recrutement des enfants a présenté ce trophée, le 22 juin dernier, au Vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur et de la sécurité, Evariste Boshab. Ce dernier s'est félicité de ce point positif, qui dénote de la volonté du gouvernement de mettre tout en œuvre pour éliminer ces actes qui ternissent l'image du pays et font des victimes, il y a peu de temps encore, des parias de la société. La RDC relève donc la tête en recevant ce Prix, telles ces femmes, victimes, qui aujourd'hui réclament leurs droits pour retrouver leur dignité. La honte doit être dans le camp des violeurs et non le contraire.

Sensibilisation sur la loi réprimant les violences sexuelles

C'est la raison pour laquelle, grâce à l'appui des Nations Unies, la loi sur la répression des infractions de violence sexuelle et sexiste vient d'être vulgarisée à Uvira, au Sud-Kivu, enfin que nul n'ignore que l'on peut compter sur la justice pour faire prévaloir son droit à être assisté, accompagné et qu'à l'inverse, l'impunité cesse d'être la norme. Le Bureau conjoint des Nations Unies aux

droits de l'Homme de la MONUSCO-Uvira a appuyé l'organisation d'une "Journée Portes ouvertes", le mercredi 15 juin 2016, par la Cellule spéciale de répression des infractions de violence sexuelle du Parquet de Grande Instance d'Uvira.

L'activité s'est déroulée dans la Salle Baraza la Parokiya de la Paroisse catholique d'Uvira, en présence d'une centaine de personnes, dont des représentants des médias, de la Société civile, des Officiers de Police Judiciaire (OPJ), agents de l'Etat ou encore Associations de Jeunes. L'objectif de cette journée était de vulgariser la loi réprimant les violences sexuelles et violences basées sur le Genre en République démocratique du Congo. Un fléau qui perdure, malgré l'arsenal juridique dont la RDC s'est doté, depuis de nombreuses années. Ainsi par exemple, la loi du 20 juillet 2006 qui modifiait et complétait les décrets du 30 janvier 1940 et du 6 août 1959. Plus près de nous, en novembre 2009, le Gouvernement congolais a adopté la Stratégie Nationale de lutte contre les violences basées sur le Genre.

Femmes, Paix et Sécurité

De son côté, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté un certain nombre de Résolutions ayant trait aux questions de Femmes, Paix et Sécurité : le cas de la

Résolution 1325 votée en 2000 ou celui de la Résolution 2122 votée en 2013. Mais malgré tous ces efforts, les violences sexuelles et basées sur le Genre restent très répandues à travers la République démocratique du Congo. Pire, l'impunité dont jouissent parfois certains auteurs de ces infractions passe mal auprès des victimes et de l'opinion publique. Décidé à montrer la volonté du Gouvernement de lutter plus efficacement contre ce fléau, c'est ainsi qu'une Circulaire du Procureur Général de la République, datant du 6 juin 2014, décidait de l'installation au sein des Parquets de Grande Instance, de Cellules Spéciales pour la Répression des infractions de Violence Sexuelle et violence basée sur le Genre. Cette note officielle adressée aux Procureurs Généraux des 10 Cours d'Appel de la RDC stipulait que les pouvoirs publics "prennent des mesures pour lutter contre toute forme de violence faite à la femme dans la vie publique et dans la vie privée et veillent à l'élimination des violences sexuelles". En clair, cette note instruisait les Procureurs de "centraliser l'action du Parquet dans la recherche et la répression des infractions susvisées".

Appui du BCNUDH

Fort de ce constat et soucieux d'appuyer le secteur de la Justice, le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'Homme (BCNUDH) a mis en œuvre le projet de déploiement des femmes magistrats de Kinshasa vers l'Est du pays au sein des cellules spéciales de répression des infractions de violence sexuelle et violence basée sur le Genre ainsi nouvellement créées. C'est donc pour rendre visible et renforcer le travail des dites femmes magistrats que le BCNUDH a décidé d'appuyer financièrement l'organisation de cette première Journée portes ouvertes à Uvira. Outre la vulgarisation proprement dite de la Loi, cette Journée avait aussi pour objectif d'expliquer à travers la présentation et les échanges avec le public comment combattre plus efficacement les violences sexuelles et violences basées sur le Genre. ■

ALBINOS, oui, mais pas fantômes !

Les personnes atteintes d'albinisme (carence en mélanine) font l'objet de toutes sortes de discrimination et de préjugés stigmatisants fondés sur l'ignorance. Dans certaines régions d'Afrique, du fait de certaines croyances et pratiques rétrogrades, les Albinos sont en proie à des violations graves de leurs droits. Depuis 2015, le 13 juin est déclaré Journée internationale de sensibilisation à l'Albinisme. Elle a été célébrée cette année à Kinshasa, Mbuji-Mai, Kananga et Kisangani sur le thème: « Célébrons la diversité, promouvons l'inclusion et défendons nos droits ».



✉ Par Marie Jocelyne Palenquet et Julien Attakla-Ayinon/BCNUDH

Dans la capitale **Kinshasa**, la journée internationale de sensibilisation à l'albinisme 2016, a été célébrée dans la grande salle du Cercle Culturel Boboto, sous la présidence effective de Madame le Ministre des Affaires sociales, Action humanitaire et Solidarité nationale.

Le premier temps fort a été l'occasion pour le Conseiller et Porte-Parole de la Fédération des Albinos du Congo (FALCO), Monsieur Célestin Becembe, de saluer les efforts de la communauté internationale et de l'Etat congolais, pour la promotion de la cause des Albinos, avant de revenir sur les problèmes, préjugés, incompréhensions et discriminations dont ils sont victimes.

Deuxième temps fort : un sketch joué par un groupe de l'Institut national des Arts, (INA), une satire sociale des préjugés et fausses croyances, une véritable sensibilisation du public à l'albinisme, pour l'aider à mieux comprendre cet handicap.

Les discours des officiels ont constitué le

troisième temps fort. Celui du Directeur du BCNUDH, prononcé par le Coordonnateur de l'Unité Renforcement institutionnel et Réformes (RIR), qui a salué l'attention que le Gouvernement accorde de plus en plus aux droits des personnes handicapées dont les Albinos, et a encouragé celui-ci à traduire ses résolutions en actes.

Le Président de la Commission nationale des droits de l'Homme a présenté son institution et a exprimé la disponibilité de cette dernière à œuvrer à la promotion et la protection des droits des personnes vulnérables dont les Albinos.

Le Représentant du Ministre de la Justice et Droits humains, après avoir relevé les préjugés et fausses croyances dont les albinos sont victimes, a appelé à intensifier les actions d'éducation et de sensibilisation des populations, des familles et des parents. Enfin, le Ministre des Affaires sociales, Action humanitaire et Solidarité nationale a relevé les actions menées par le Gouvernement en faveur des personnes handicapées, groupe

auquel les Albinos appartiennent. Elle a invité les organisations et associations de promotion et de défense des droits des Albinos à fédérer leurs efforts pour plus d'efficacité dans leur travail.

A Mbuji Mai, une caravane de motards, vêtus d'un T-shirt blanc sur lequel on pouvait lire l'inscription : « les Albinos sont des êtres humains, pas des fantômes » a fait le tour de la ville, pour s'arrêter à la salle polyvalente Monseigneur Tshibangu. Cette journée, célébrée en collaboration avec l'association Solidarité des Albinos au Kasai Oriental (SAKOR) et le Réseau provincial des organisations des droits de l'Homme (REPRODHO) a été ponctuée par deux représentations théâtrales, une déclamation de poème, un vidéoclip commenté par Salif Keita sur la Différence et une présentation de la situation des droits de l'Homme des personnes atteintes d'albinisme par la SAKOR.

A Kisangani, le Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'Homme de la MONUSCO a organisé un point de presse en collaboration avec l'Association pour la Protection et le Développement des Albinos, APRODEPA. Au cours des échanges, le coordonnateur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'Homme de la MONUSCO, Mamadou Dieng, a expliqué aux journalistes la résolution 69/170 instituant cette journée consacrée à la sensibilisation sur l'albinisme. Après le point de presse, la communauté albinos vêtue de tee-shirts à l'effigie de la journée, a organisé une marche à partir du siège de l'APRODEPA jusqu'à l'espace « bolongue », dans la commune Makiso, pour une séance de sensibilisation.

Pour mémoire, la Journée internationale de sensibilisation à l'Albinisme a été instituée par la Résolution 69/170 de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, adoptée le 18 décembre 2014. ■



Photo MONUSCO

Une caravane de motards sensibilise le public sur l'albinisme à Mbuji Mai

Justice et Corrections

L'alimentation des détenus, une préoccupation

Conformément au mandat de la MONUSCO, la Section d'Appui à la Justice et l'Administration pénitentiaire (JCS) de Kalemie s'investit dans le volet de la stabilisation et la restauration de l'autorité de l'Etat. Aux côtés des autorités judiciaires provinciales, elle s'emploie à promouvoir le respect des droits des détenus et à améliorer les conditions de vie carcérale, en appuyant l'administration pénitentiaire de Kalemie, confrontée à des difficultés liées, entre autres, à l'approvisionnement en vivres, pour les personnes en conflit avec la loi.



✂ Par Marcelline Comlan/MONUSCO

Les établissements pénitentiaires de la province du Tanganyika font l'objet d'une attention particulière de la Section JCS. Le statut provincial et central de la prison de Kalemie est une raison supplémentaire pour la Section JCS de la MONUSCO d'y concentrer ses actions. Le volet concernant l'alimentation des détenus est une constante préoccupation. En avril 2016, la Section JCS est intervenue pour accélérer l'approvisionnement de la Prison centrale en vivres, car *"les stocks de vivres sont vides"* avait alerté la direction de la prison centrale de Kalemie.

Comme l'ont indiqué les autorités de la Prison centrale, la dernière intervention du Gouvernement congolais remonte à janvier 2016; les subventions accordées aux prisons sont distribuées tous les trois mois et celles de la Prison centrale de Kalemie transite par Lubumbashi. Toutefois, la situation devrait changer pour plusieurs raisons avec l'avènement du découpage territorial: la création de la province du Tanganyika, l'élection d'un nouveau Gouverneur et la mise en place des institutions gouvernementales provinciales, parmi lesquelles, celles du secteur judiciaire, dont les premiers haut-responsables sont déjà nommés. En effet, la pénurie de vivres est due principalement au fait que la nouvelle province du Tanganyika, comme toutes les nouvelles provinces de la RDC, traversent une période transitoire au cours de laquelle tout est gelé. La grande majorité des agents des services du Commissaire Spécial du Gouvernement ont été suspendus. Ces services fonctionnent au ralenti. Par ailleurs, pour la période, aucune dépense publique ne peut être engagée. L'Administrateur du territoire de Kalemie ne dispose pas de budget pour le fonctionnement de la prison.

Consciente de cette situation, l'Equipe



La Prison centrale de Kalemie

de JCS a engagé un certain nombre d'initiatives qui permettent d'atténuer la situation. La Section a élaboré un programme de réhabilitation sociale dont le but premier est de préparer les détenus à une réinsertion sociale réussie. Il s'agit d'appuyer les prisons aux fins de générer quelques revenus qui pourraient servir à acquérir de la nourriture pour améliorer l'alimentation des détenus. Pour ce faire, JCS a initié un projet de promotion des activités agricoles afin de suppléer au manque de denrées alimentaires. Ce projet donne déjà des résultats. La dernière récolte de maïs et d'arachides date de mars 2016.

Après un plaidoyer fait auprès de l'Eglise Catholique, par la Section JCS, la communauté catholique, à travers les fidèles, a apporté diverses denrées alimentaires, estimées à environ 400 kg, à la prison de Kalemie. Dans le même ordre d'idée, un projet de fabrication de savon a démarré depuis 8 mois. Il permet à la prison de ne plus acheter de savon pour l'usage des

détenus et le reste de la production est vendu au marché local. De même un projet de fabrication de sandales et sacs permet de générer des revenus.

À la demande de la Section JCS, le service Engineering de la MONUSCO a procédé à la réhabilitation de la passerelle donnant accès à la prison centrale de Kalemie. Le précédent ouvrage en dégradation avancée décourageait les usagers, principalement les familles rendant visite aux détenus. Le nouveau pont offre de bonnes conditions de praticabilité et de sécurité à la satisfaction de tous.

La capacité carcérale de la Prison centrale de Kalemie construite en 1928, est de 250 prisonniers. Cet établissement pénitentiaire en détient aujourd'hui 639 dont 15 femmes. Parmi eux, on retrouve d'autres prisonniers en provenance des six territoires que compte la province du Tanganyika, à l'exception des territoires de Manono et Kongolo, dotés de leur propre infrastructure pénitentiaire. ■



Un des Léopards tient une pancarte appelant à la libération des enfants des groupes armés



Un autre Léopard porte un T-shirt arborant le message "Libérez les enfants des groupes armés"

Les Léopards s'engagent à contribuer à l'élimination du phénomène des enfants soldats

Avec l'appui de l'ONU, le gouvernement a réussi à éliminer le recrutement officiel d'enfants par l'armée nationale, mais le fait demeure que les groupes armés continuent de recruter des centaines d'enfants chaque année. Cela doit cesser. Zéro enfants soldats, sur le territoire de la RDC, est le but de la nouvelle campagne "Libérez les enfants des groupes armés", qui a débuté à l'occasion de la commémoration de la Journée de l'Enfant Africain qui s'est tenue le 16 juin 2016, avec pour thème "Conflits et crises en Afrique : protégeons les droits de tous les enfants".



Par Sandra Penan/MONUSCO

La Fédération Congolaise de Football Association (FECOFA) à travers l'équipe nationale de football (Les Léopards), s'est engagée à soutenir la campagne "Libérez les enfants des groupes armés" pour une période de deux ans. Les Champions ont véhiculé des messages en français, swahili, lingala et anglais pour inciter les groupes armés à libérer les enfants qu'ils maintiennent encore captifs. Les principaux messages sont les suivants : "Les enfants sont l'avenir du Congo. Libérez-les tous des groupes armés" ; "La place des enfants n'est pas dans les camps militaires ou les repères des factions armées. Libérez les enfants et donnez-leur la chance de regagner leur famille et reprendre le chemin de l'école". Ces messages seront repris sur des posters/affiches, des spots radios et télé.

Après avoir remporté le Championnat d'Afrique des Nations (CHAN), en février 2016, les Léopards prennent leur bâton de pèlerin et se joignent aux efforts de l'ONU

et du gouvernement pour lutter contre le recrutement et l'utilisation des garçons et des filles dans les rangs armés "Notre But: zéro enfant soldat en RDC", dit Joël Kiassumbua, gardien de l'équipe nationale de football. "La protection des enfants nous concerne Tous. Notre message clé s'adresse aux commandants des groupes armés. Et nous leur disons: la balle est dans votre camp. La guerre n'est pas pour les enfants. Ainsi donc les groupes armés doivent les libérer, afin que ceux-ci puissent être réunifiés avec leurs familles et reprendre une vie normale".

Depuis, janvier 2015, la MONUSCO a documenté plus de 2 575 (219 filles, 2 356 garçons) associés à des groupes armés et utilisés comme combattants ou dans d'autres rôles d'appui aux combattants, y compris, mais pas uniquement, escorte, cuisinier, domestique, messager, porteur, etc. Les filles sont souvent utilisées à des fins sexuelles, comme "épouse" ou concubine par les combattants. Ceci

est un crime de violence sexuelle, et les auteurs peuvent encourir jusqu'à 20 ans de peine d'emprisonnement. Quant au recrutement d'enfants, c'est un crime dont la peine d'emprisonnement est fixée de 10 à 20 ans, conformément au droit national congolais. Près de 38% des enfants séparés des groupes armés sont âgés de moins de 15 ans. Cela constitue, au regard des lois internationales, un crime de guerre.

La Section Protection de l'Enfant de la MONUSCO et ses partenaires orientent leurs actions pour encourager la libération des enfants par les groupes armés et amener ces derniers à s'engager de façon formelle avec l'ONU pour arrêter et prévenir le recrutement d'enfants et d'autres violations graves perpétrées contre les enfants, tels que le viol et les violences sexuelles, l'enlèvement, les attaques contre les écoles et les hôpitaux, le refus d'accès à l'assistance humanitaire, le meurtre et les mutilations. ■

Voyage de presse ONU dans les provinces de l'Equateur et du Nord-Ubangi : Témoigner des réalités sur le terrain

« Bienvenue Mesdames et Messieurs les journalistes », « C'est une occasion rêvée pour nous » : A chaque étape de leur voyage dans le « grand Equateur », les neuf journalistes de la presse écrite et audiovisuelle, basés à Kinshasa, ont reçu le même accueil enthousiaste et chaleureux. Une chaleur proportionnelle aux attentes des personnes rencontrées. Les occasions de parler aux médias sont rares et toutes ont donc saisi l'occasion pour faire passer des messages dans l'espoir qu'ils soient relayés à la radio, à la télévision et dans les journaux.



✎ Par Florence Marchal/MONUSCO



Photo MONUSCO

La délégation de journalistes s'entretient avec un responsable de la prison centrale de Mbandaka

En organisant son voyage de presse annuel dans les provinces de l'Equateur et du Nord-Ubangi, le groupe de communication des Nations Unies (UNCG) en République démocratique du Congo (RDC) souhaitait permettre aux journalistes de se rapprocher et d'être à l'écoute du peuple congolais et des bénéficiaires de projets et activités mis en œuvre avec le soutien du système des Nations Unies. La mission est accomplie.

A Mbandaka, les élèves de l'école Boboto ont expliqué comment, pas à pas, leur établissement a reçu, avec le soutien de l'UNICEF, le label "école assainie", soit une école propre où tout est prévu pour empêcher la circulation des microbes et prévenir ainsi les maladies dites des mains sales. Plus loin, dans un village posé le long

d'un bras du fleuve Congo, les habitants de Kalamba ont montré le riz qu'ils étaient en train de récolter dans le cadre d'un projet FAO-PAM dont l'objectif est de relancer les filières agricoles, les diversifier et organiser

des circuits de distribution pour, qu'in fine, les producteurs aient des revenus corrects et que les populations locales, en ayant accès à une plus grande variété d'aliments, souffrent moins de la malnutrition.

Le second volet du voyage, à Gbadolite, a permis aux journalistes de rencontrer, grâce au HCR, des réfugiés centrafricains, en centre de transit, dans le camp d'Inke et au sein de familles d'accueil congolaises. Ils leur ont raconté leur fuite du pays, l'excellent accueil reçu en RDC, leur vie au quotidien. La délégation s'est également rendue à l'hôpital de référence de Mobay Mbongo, fier bâtiment en briques rouges des années 1950 qui est aujourd'hui en ruine et dont les trois médecins peinent à soigner les 113 000 habitants de la zone de santé.

Chaque visite a illustré des résultats probants dans le souci de porter assistance à ceux qui en ont besoin et d'améliorer la vie de tous. Elles ont aussi révélé les besoins immenses qui restent à satisfaire. Ce sont les deux faces de cette réalité qu'ont montré les reportages diffusés et publiés sur la RTNC, B-One, Top Congo, Digital Congo, Radio Okapi, le Forum des As, le Phare et le Potentiel sans oublier le magazine TV "ONU hebdo". ■

Projets et assistance ONU visités

- Ecole Boboto et village Lolifa assainis à Mbandaka (UNICEF)
- Monitoring des droits de l'homme (MONUSCO)
- Réhabilitation du quartier des femmes de la prison de Mbandaka (PNUD)
- Surveillance des maladies à la Division provinciale de la santé de Mbandaka (OMS)
- Collecte des recettes provinciales à Mbandaka (PNUD)
- Achat au service du progrès dans le territoire de Bikoro (FAO/PAM)
- Soutien aux réfugiés de Centrafrique et communautés d'accueil congolaises (HCR, PAM, OCHA, UNICEF) dans le Nord-Ubangi
- Soutien à l'hôpital de Mobay Mbongo (UNFPA, PAM, UNICEF)

Professeuse Nicole Ntumba Bwatshia



« La femme est appelée à gagner par elle-même le combat de ses droits »

Echos de la MONUSCO inaugure une nouvelle rubrique intitulée "Visages du Congo", il s'agit de montrer les congolais qui s'affirment et s'activent pour faire avancer le pays. Ce mois, nous avons choisi le Docteur Ntumba Bwatshia. Elle est Professeuse de droit au Département de Droit International Public et Relations Internationales de l'Université de Kinshasa. Ecole primaire à Montréal, collège à Kinshasa, études supérieures en Belgique, sanctionnées par un Doctorat de l'Université de Gand, tel est le parcours de celle qui après avoir été assistante, chef de Travaux pratiques et maître-assistante est devenue Le Professeuse Nicole Ntumba Bwatshia.

✉ Par Aissatou Laba Toure/MONUSCO

De prime abord, on la confondrait facilement avec une étudiante, tant son charme la rajeunit. Elle est l'une des cinq femmes professeurs à l'UNIKIN. C'est dire combien la tâche reste encore ardue, pour les femmes, de compter parmi l'intelligentsia dans nos pays africains. Ses cours de droit lui laissent le temps

pour évidemment s'occuper de sa famille, nous dit-elle, mais aussi de s'engager en politique. Pour le Professeuse Ntumba il est important de faire entendre sa voix, pour justement servir de porte-voix à celles nombreuses qui ne peuvent pas le faire. Aussi conseille-t-elle aux femmes qui le peuvent de ne pas hésiter car ce sera de cette manière et pas autrement qu'elles accéderont aux postes de décision, plus rapidement en tout cas que par les quotas et par l'appui des hommes. S'engager, dit-elle, pour que *"leur destin leur appartienne, car la société a autant besoin des femmes que des hommes pour être gouvernée"* Elle estime que la femme ne doit plus se conforter à rester dans un rôle secondaire dans ce combat

Parmi ses modèles dans la lutte pour le respect des droits de la Femme, Professeuse Ntumba Bwatshia cite Olympe de Gouges, militante des droits de la Femme en France, qui a été guillotinée pendant la Révolution Française. La cause : avoir osé soutenir que les femmes ont des droits au même titre que les hommes. Deuxième femme modèle : l'ancienne ministre française, Michelle Alliot-Marie. Ses mérites : avoir exercé les fonctions de ministre de quatre départements de souveraineté ou régaliens (Défense, Intérieur, Affaires étrangères et Justice). Elle avait aussi dirigé un parti, le RPR, de Jacques Chirac, considéré comme un parti macho.

Madame Nicole Ntumba Bwatshia, déplore les résistances socio-culturelles qui semblent enfermer la femme dans un carcan de préjugés discriminatoires. Elle exhorte les femmes à gagner le combat de leurs droits, un combat du reste qui devait avoir disparu depuis longtemps, s'il n'y avait pas ces résistances. Professeuse Ntumba Bwatshia préconise une éducation identique entre garçons et filles, en famille; et s'adresse pour ce faire aux femmes qui ont plus tendance à reproduire les stéréotypes.

Elle reconnaît tout de même que, si elle en est arrivée là, c'est qu'elle est encouragée, aimée et comprise par sa famille. Grace à l'amour et à l'affection, souligne-t-elle, je resterai attentive à ce que rien ne frustre ma famille. Parlant de son mari, elle affirme avoir reçu beaucoup de lui, précisant au passage qu' *"il me pousse, dans tout ce que je désire faire pour le bonheur de notre famille"*. Elle en appelle au dialogue franc et sincère entre mari et femme, pour les couples qui veulent durer. ■



SE CONNECTER À NOUS

www.monusco.unmissions.org
www.facebook.com/monusco.org
www.twitter.com/monusco
www.youtube.com/monusco
www.flickr.com/monusco